



DEMANDE DE SUBVENTION

INVESTISSEMENTS DANS LES BÂTIMENTS D'ELEVAGE

VOLET MODERNISATION CLASSIQUE

TYPE D'OPERATIONS 4.1.1 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION BOURGOGNE

Appel à projets du 8 juillet au 2 septembre 2022

Le présent formulaire de demande d'aide (une fois complété et avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins) constitue le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs publics potentiels.

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.

Transmettez l'original à la Direction départementale des territoires du département du siège de votre exploitation et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : _____ Date de réception : ____/____/20____
Date de dossier complet : ____/____/20____ Dossier déposé de manière concomitante sur le volet effluents :

1. DONNEES DU DEMANDEUR

A. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : _____ (obligatoire)
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE : _____

Pour les personnes physiques :

CIVILITE : Madame Monsieur

NOM : _____

NOM de jeune fille (le cas échéant) : _____

PRENOM : _____

DATE DE NAISSANCE : ____/____/____

Pour les personnes morales :

STATUT JURIDIQUE : _____
(Exploitant agricole individuel, société agricole : SCEA, EARL... ou GAEC, CUMA, GIEE, établissement d'enseignement agricole et de recherche...)

NOM DU REPRESENTANT LEGAL : _____

PRENOM DU REPRESENTANT : _____

FONCTION DU REPRESENTANT LEGAL : _____

VOTRE RAISON SOCIALE : _____

VOTRE APPELLATION COMMERCIALE (le cas échéant) : _____

B. NATURE DU DEMANDEUR

Complément d'identification : Agriculteur personne physique Agriculteur personne morale (SCEA...) GAEC Lycée
 Chambre d'agriculture CUMA GIEE Groupe de projet M16
 Autre groupement (structure collective composée exclusivement d'agriculteurs)

C. COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse permanente du demandeur : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

☎ : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

Téléphone portable professionnel : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

N° de télécopie : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

Mél : _____

Coordonnées du responsable du projet (si différent) :

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

☎ : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

Téléphone portable professionnel : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

N° de télécopie : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

Mél : _____

D. COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. La Direction départementale des territoires connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB indiquant le n° IBAN :

IBAN : |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|

BIC : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

E. CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Pour les personnes physiques

■ Etes-vous exploitant : Agriculteur à titre principal (ATP)
 Agriculteur à titre secondaire (ATS)

■ Etes-vous installé depuis moins de 4 ans ? oui non en cours d'installation

■ Bénéficiez-vous de la DJA ? oui non

Si oui : - date de l'installation (cf. CJA) : ___/___/___

- ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : oui non

Si non : - Etes-vous titulaire de la capacité professionnelle agricole (CPA) ou êtes-vous inscrit dans le cadre d'un processus d'acquisition progressive de la CPA : oui non

Si oui, précisez le niveau de diplôme : _____

- Disposez-vous d'un plan d'entreprise ? oui non

Si oui, les investissements sont-ils prévus dans votre plan d'entreprise ? oui non

■ Si vous êtes installé depuis moins de 4 ans sans DJA, date d'installation figurant sur votre attestation MSA : ___/___/___

■ Si vous êtes en cours d'installation :

- date de dépôt de dossier JA en DDT/M : ___/___/___ ou date de RJA : ___/___/___

Pour les personnes morales :

Nombre d'associés – exploitants pour les formes sociétaires : |_|_|

Civilité Nom et prénom des associés exploitants ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 4 ans	Bénéficiaire DJA		Non bénéficiaire DJA		Si installé depuis moins de 4 ans sans DJA	Si en cours d'installation
						Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	Titulaire CPA ou en cours de processus CPA	Plan d'entreprise (PE)	Date installation MSA	Date de dépôt de dossier JA en DDT/M ou date enregistrement CFE
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme : _____</i> <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <i>Si oui, investissements prévus dans PE :</i> <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme : _____</i> <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <i>Si oui, investissements prévus dans PE :</i> <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme : _____</i> <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <i>Si oui, investissements prévus dans PE :</i> <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <i>Si oui, niveau de diplôme : _____</i> <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <i>Si oui, investissements prévus dans PE :</i> <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

Pour les groupements d'agriculteurs :

➤ CUMA, GIEE, groupe de projet mesure 16, groupements d'agriculteurs (toute structure collective)

■ Nombre d'exploitants agricoles du groupement qui participent à l'investissement : |_|_|_|

■ Liste de la totalité des personnes physiques ou morales (en qualité d'adhérents, d'associés, etc.) membres du groupement :
Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous le nombre d'adhérents est supérieur à 15.

N°	Nom et prénom ou dénomination de la société	Code postal	Nom commune	N° SIRET (ou PACAGE)	Remplit la condition d'âge (*)	Statut d'agriculteur (personne morale ou physique) (**)	Participant au projet
1					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
2					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
3					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
4					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
5					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
6					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
7					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
8					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
9					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
10					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
11					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
12					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
13					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
14					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
15					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui

(*) : Il n'est pas nécessaire de compléter cette information pour toutes les personnes composant le groupement (une seule personne remplissant la condition d'âge suffit : joindre le document probant).

(**) : Il n'est pas nécessaire de compléter cette information pour les GIEE et les groupes de projets M16.

E. SITUATION DE VOTRE EXPLOITATION AU REGARD DES NORMES REGLEMENTAIRES

Normes liées à la gestion des effluents

Vos infrastructures de gestion des effluents doivent être en régularité au regard des normes avant et après réalisation de votre projet. Cochez la situation qui vous correspond.

▪ Etes-vous JA installés depuis moins de 2 ans ? :

- oui : vous devez fournir un Dexel ou un pré-Dexel au regard de la situation après travaux sauf dans le cas d'aires paillées intégrales.
Votre projet concerne la gestion des effluents : oui non
Si oui, ces travaux seront terminés dans les 2 ans suivant l'installation : oui non
Si oui, ces travaux sont inscrits dans le PE / PDE : oui non

Vous n'avez pas à remplir la partie ci-après

- non : merci de vous reporter aux cas listés ci-dessous.

▪ Si vous êtes dans les cas d'aires paillées intégrales :

- Les bâtiments de logement existant avant le projet sont tous des aires paillées intégrales :
vous n'avez pas à joindre d'expertise de dimensionnement avant travaux (Dexel ou pré-Dexel)
- Les bâtiments de logement après le projet sont tous des aires paillées intégrales :
vous n'avez pas à joindre d'expertise de dimensionnement après travaux (Dexel ou pré-Dexel)

▪ Si vous n'êtes pas dans le cas d'aires paillées intégrales :

Votre projet induit des modifications de vos capacités de stockage :

- OUI : vous devez fournir un Dexel ou un pré-Dexel indiquant vos capacités avant et après projet

- (1) Etes-vous aux normes avant-projet : oui non
(2) Serez-vous aux normes après projet : oui non
(3) Avez-vous déposé simultanément à votre dossier une demande au titre de la mesure 4.1.1 « gestion des effluents en zone vulnérable » ? oui non

Rappel : votre exploitation doit être aux normes à la fin de votre projet pour bénéficier des subventions au titre de cette mesure. Les dépenses de gestion des effluents ne sont pas éligibles au titre de cette mesure sauf pour les JA installés depuis moins de 2 ans. Vous devez néanmoins joindre à votre dossier un devis justifiant des travaux que vous allez réaliser en gestion des effluents.

Identification du ou des devis :

Libellé de la dépense	(n° du devis présenté)	Unité	Capacité totale de l'ouvrage en projet	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet (cf DEXEL)

- NON : vous devez fournir un Dexel ou un pré-Dexel indiquant que vous êtes bien aux normes avant-projet SAUF si votre projet porte sur un bâtiment d'élevage situé en zone vulnérable 2012, 2015, 2017 ou 2021 et vous avez déposé une déclaration d'engagement d'accroissement de vos capacités de stockage auprès de votre DDT

Normes liées au bien-être des animaux

Le cas échéant, êtes-vous aux normes pour chacun de ces ateliers (à ne remplir que si ces ateliers sont directement concernés par le projet) ?

- Veaux de boucherie oui non ⁽¹⁾
Porcs reproducteurs (truies) oui non ⁽¹⁾
Poules pondeuses oui non ⁽¹⁾

Dans le cas où votre demande concerne un projet d'amélioration du bien-être animal ou biosécurité, il vous sera demandé de joindre un diagnostic ou autodiagnostic confirmant que vous êtes aux normes concernant le bien-être animal.

(1) Si non, vous ne pouvez pas bénéficier d'une aide pour l'atelier qui n'est pas aux normes au regard du bien-être de l'espèce animale concernée.

F. ATELIERS D'ELEVAGE CONCERNES PAR L'INVESTISSEMENT

Réalisation d'un diagnostic ou d'un autodiagnostic biosécurité oui non

	Effectif total de l'exploitation avant projet	Effectif total de l'exploitation après projet	Nombre d'animaux concernés par l'investissement
Vaches laitières			
Vaches allaitantes			
Génisses lait			
Génisses viande			
Taurillons ou bœufs			
Veaux de boucherie			
Brebis lait			
Brebis viande			
Chèvres			
Porcs naisseurs			
Porcs engraissement			
Poules pondeuses			
Volailles de chair			
Palmipèdes à foie gras			
Lapins			
Autres animaux, précisez : _____			

G. ACTIVITE D'ELEVAGE

Dépôt simultané d'une demande d'aide au titre de l'opération 4.1 1 volet énergie « Amélioration de la performance énergétique :

oui non

Réalisation d'un diagnostic énergétique ? oui non

Si oui, Date de réalisation : ____/____/20____

Nom du prestataire : _____

Mettez-vous en œuvre la totalité, ou partie, des prescriptions du diagnostic énergétique ? oui non

Si oui : lesquelles : _____

Filière porcine conventionnelle :

La condition de consommation énergétique inférieure ou égale à 972 kWh/place en maternité, 92 kWh/place en post-sevrage, 43 kWh/place en engraissement et 173 kWh/place en gestation est-elle respectée ? ⁽¹⁾ Oui Non

Filière équine :

L'activité d'élevage est-elle dominante sur la base de la moyenne sur 3 ans du chiffre d'affaires ? ⁽²⁾ Oui Non

Filière volaille conventionnelle :

La condition de consommation énergétique, tous postes confondus, inférieure ou égale à 115 kWh/m²/an est-elle respectée ? ⁽³⁾ Oui Non

(1) : si non, seule la rénovation est éligible.

(2) : si non, les investissements sur l'exploitation ne sont pas éligibles à l'aide. Si oui, sont éligibles les seuls investissements de modernisation relatifs à la reproduction et à l'élevage, à la prise en pension de chevaux avec activités de services, aux activités de débouillage, dressage et entraînement sont admissibles. Les seules activités liées aux sports équestres, aux activités de loisirs (centres équestres sans élevage), à la simple pension de chevaux ne sont pas éligibles

(3) : si non, les investissements sur l'exploitation ne sont pas éligibles à l'aide.

3. DESCRIPTION DU PROJET

A. LOCALISATION DU PROJET

Localisation du projet : Identique à la localisation du siège de l'exploitation
Sinon, préciser l'adresse : _____ Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_| Commune : _____
Zone à handicap naturel : défavorisée simple ou piémont montagne non

B. LIBELLE DU PROJET

L'intitulé doit être court et explicite

C. DESCRIPTIF DETAILLE DU PROJET

Description du bâtiment envisagé : mode de logement des animaux, matériaux utilisés, nombres de places... et précisions concernant les autres constructions, les équipements intérieurs... Vous pouvez joindre à votre demande tout autre élément de description que vous jugerez pertinent

D. CARACTERISTIQUES DU PROJET

Type de production concernée par le projet :

bovin ovin caprin précisez la filière : lait viande mixte
 porcin volaille (y compris palmipèdes à foie gras) lapin cheval autre, précisez : _____

Si vous avez coché plusieurs cases, veuillez préciser la production principalement concernée par le projet : _____

Exploitation certifiée en agriculture biologique ou en conversion pour l'atelier concerné : oui non

■ Le projet d'investissement s'inscrit-il dans le projet :

- d'un GIEE ? oui non
- d'un PROJET SOUTENU AU TITRE DE LA MESURE 16 du PDR ? oui non

■ Le projet consiste-t-il en un investissement dans les cas suivants :

Bâtiment économe en paille en élevage allaitant ou rénovation en bovin lait : oui non
Bâtiment laitier avec bloc de traite (filiales bovin lait, ovin lait et caprine) : oui non
Bâtiment d'élevage porcin (neuf) : oui non
Séchage des fourrages et des aliments à destination des animaux de l'exploitation : oui non
Bâtiment d'engraissement avec contractualisation de 5 ans et autres critères attendus, précisez le nombre de places : _____
Bâtiment d'engraissement avec contractualisation simple et autres critères attendus, précisez le nombre de places : _____

E. DESCRIPTION DES TRAVAUX

■ Etes-vous propriétaire du bâtiment / du terrain d'implantation du bâtiment ?

oui non (si non, veuillez joindre l'attestation complétée par le propriétaire, y compris lorsque le propriétaire est associé-exploitant)

Types de travaux :

Construction neuve Extension d'un bâtiment existant Rénovation d'un bâtiment existant

Aménagements intérieurs seuls Gestion des effluents JA HZV seule Petits équipements seuls (pas de travaux)

■ Veuillez indiquer la surface construite et/ou rénovée : _____ m²

Éléments réalisés en bois :

Charpente réalisée en bois : oui non

Ossature réalisée en bois : oui non

Projet de stockage uniquement : oui non

Si oui, surface de stockage d'aliments _____ m²

Votre projet concerne-t-il :

- Une construction neuve dédiée à l'agriculture biologique ou ouvrant un accès permanent à des espaces de plein air (volaille /porcin) ou extérieurs et répondant dans les deux cas aux obligations de biosécurité : • oui • non
- Des investissements uniquement listés dans le socle national bien-être animal et biosécurité (annexe 4 de la notice) : • oui • non

Une modernisation globale avec au moins 50% des investissements éligibles listés dans le socle national (annexe 4 de la notice) liés au bien-être animal et à la biosécurité : • oui • non

F. CALENDRIER PREVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS

■ Date prévisionnelle de début de projet* : _____ (mois, année)

■ Date prévisionnelle de fin de projet* : _____ (mois, année)

**il s'agira ici, par exemple, de la date de début ou de fin des travaux ou des commandes de matériel*

Rappel : les travaux devront être réalisés dans un délai maximal de 2 ans après le commencement du projet

4- INDICATEURS TRANSVERSAUX PCAE

- Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 4 ans ?
 oui avec DJA oui sans DJA non
- L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?
 oui non
- L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?
 oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement
 oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement
 non
- L'exploitation produit-elle sous SIQO (Si oui, indiquer production principale en SIQO)
 oui, label rouge
 oui, IGP
 oui, AOP
 oui, autre
 non, aucune production sous SIQO
- L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 (HVE) ?
 oui, niveau 2
 oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)
 non
- L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?
 oui, en cours de contractualisation
 oui, exploitation engagée
 non

Si oui, quel est le code de cette MAEC (IT 2015-1070) Code : _____

- Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste OTEX en annexe de la notice)

-
- Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?
- SAU en ha : _____ ha

- Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :
 soumise au RSD soumise déclaration ICPE

 soumise enregistrement ICPE soumise autorisation ICPE

- Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. liste OTEX en annexe de la notice) ?

-
- Votre projet PCAE permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?

- oui
- non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ? 0.5 1 1.5 2 plus de 2

5. AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE

Vous devez renseigner au moins un critère ci-après en décrivant son évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou en renseignant les indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix, avant-projet et après-projet.

Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INELIGIBLE.

Pour les CUMA, se reporter à l'annexe 1.

A. CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
1. la diminution de la consommation en eau de l'exploitation.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2. la diminution des apports de fertilisants chimiques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
3. la diminution de l'usage des produits phytosanitaires, engagement dans le programme ecophyto	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
4. la diminution des gaz à effet de serre.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
5. la diminution de la consommation d'énergie.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
6. Certification AB, Certification HVE niveau 2 ou 3, charte Production Fruitière Intégrée	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
7. Adhésion à un GIEE	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
8. Amélioration de la gestion des effluents d'élevage	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
9. un autre critère environnemental (à préciser) _____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

B. CRITÈRES ÉCONOMIQUES

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
10. l'augmentation du ratio EBE/chiffre d'affaires	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
11. la diversification de la production (diminuant le risque financier pour l'exploitation)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
12. l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
13. l'amélioration des performances zootechniques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
14. l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage et/ou du bien-être animal	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
15. l'augmentation du chiffre d'affaires (à minima +10% entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
16. l'augmentation de l'EBE (à minima +10% entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

17. La baisse des coûts de production	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
18. un autre critère économique (à préciser)	_____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

C. CRITÈRES SOCIAUX

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
19. projet ayant un impact sur l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
20. projet lié à la participation à un projet collectif	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
21. la création d'emploi (en dehors de l'exploitant)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
22. autre cas de figure (à préciser)	_____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Vous devez indiquer en quoi le projet permet « l'amélioration globale et la durabilité de son exploitation » en précisant sur quels critères votre projet a un impact en indiquant des données montrant un progrès significatif entre avant et après le projet et vous devrez le justifier en fournissant les pièces justificatives probantes parmi celles-ci-dessous :

- un projet d'entreprise contenant les éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères économiques et d'impact environnemental.
Exemples : plan d'entreprise dans le cas d'une installation, copie du dossier fourni à la banque pour solliciter un prêt bancaire...
- un diagnostic de durabilité correspondant relatif à la caractérisation d'une démarche agroécologique, tels que IDEA, DIALECTE, indicateurs du RAD-CIVAM...
Ou un diagnostic du projet indiquant l'impact du projet sur un ou plusieurs items décrits ci-dessus tels que les diagnostics Diaterre, Dixel, Dixel simplifié...
- des données issues de référentiels existants (études, publications, référentiels...) transposées à l'exploitation de façon à ce que les éléments de ces référentiels soient adaptés au cas précis de la demande.
Exemples : références zootechniques sur la productivité des animaux en cas de rénovation d'un bâtiment en lien avec le bien-être animal, ...
- toutes autres pièces probantes, à l'appui des pièces ci-dessus.

Pour l'économie en eau	BAT_AUTR_ECO_EAU
Pour la valorisation de la matière organique	BAT_AUTR_VAL_ORGA
Logements	BAT_AUTR_LOGE
Petits équipements :	
Monogastriques	BAT_EQUI_PETITS_MONO
Bovins	BAT_EQUI_PETITS_BOV
Ovins	BAT_EQUI_PETITS_OVI
Caprins	BAT_EQUI_PETITS_CAP
Aménagement extérieur	BAT_AMEN_
Couverture de fosses, pendillards, enfouisseur, etc.	GES_
Frais généraux	
Investissements immatériels (acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences)	IMM_
Diagnostic DEXEL	IMM_DEXEL_
Frais généraux hors DEXEL (frais d'ingénieurs et de consultation, d'études de faisabilité, de diagnostics...)	IMM_FG

7. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

① Financement public			
Identification des financeurs publics sollicités	Montant demandé en €	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	Montant obtenu en €
Financeurs publics sollicités dans la présente demande d'aide au titre du PDR : <ul style="list-style-type: none">• Europe (FEADER)• Etat• Région• Département Autres financements publics attendus hors PCAE : _____	_____	<input type="checkbox"/>	_____
Sous-total financement public	_____		

② Contributions privées		
Identification du financeur privé	Montant demandé en €	Montant obtenu en €
Préciser : _____	_____	_____
Sous-total contributions privées	_____	

③ Emprunts			
Identification du prêteur	Montant demandé en €	Type de prêt	Montant obtenu en €
Prêt au taux du marché (préciser la personne morale ou physique banque, société de crédits, ...) : _____	_____	Prêt accordé : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	_____
Prêt ayant une subvention équivalente (*) (préciser : banque, société de crédits, ...) : _____	_____	Préciser : (prêt à taux zéro, prêt bonifié JA, ...) : _____	_____
<i>(*) Prêt ayant une subvention équivalente : subvention incluse dans un prêt via un taux d'intérêt inférieur au taux du marché. La différence entre le taux du marché et le taux pratiqué est considérée comme une aide. Les prêts à taux zéro (PTZ), les prêts bonifiés sont des prêts qui contiennent une subvention équivalente.</i>			
Sous-total emprunts	_____		

④ Financements du demandeur	
Source de financement	Montant en €
Autofinancement	_____
Autre	_____
Sous-total financements du demandeur	_____

TOTAL ① + ② + ③ + ④

TOTAL général = coût du projet (doit être égal au total des dépenses prévues)	_____
---	-------

8. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom du représentant légal) _____

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides aux investissements dans les bâtiments d'élevage – Volet modernisation classique.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- Avoir au moins 18 ans au dépôt de ma demande ou, en cas d'exploitation sociétaire ou de projet porté par un groupement d'agriculteurs, au moins l'un des associés exploitants respecte cette condition d'âge ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au guichet unique, les points ; de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points ;
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reportez à la notice d'information) ;
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé ;
- être à jour de mes obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements ;
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du Code rural ;
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidatures et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure ;
- avoir pris connaissance que ma demande sera considérée comme rejetée en l'absence de réponse du guichet unique au-delà du délai de 6 mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet ;
- avoir effectué l'état des lieux de l'exploitation permettant de déterminer si je dois joindre à ma demande une expertise de dimensionnement avant et/ou après réalisation de mes investissements ;
- avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet ;
- ne pas être une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, et en particulier ne pas faire l'objet d'une procédure d'insolvabilité collective ou personnelle

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement mon (notre) activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et les équipements ayant bénéficié des aides ainsi que le cheptel correspondant pendant une durée de cinq ans, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période de cinq ans à compter de la date de de paiement final de l'aide;
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- à permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans ;
- à assurer la publicité de la participation communautaire et de celle des autres financeurs selon les modalités ci-dessous :
Le bénéficiaire d'une aide comprenant une part co-financée par le FEADER doit faire la publicité du soutien communautaire et des autres financeurs.
En particulier, il doit apposer, dans un endroit visible du public :
 - **Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 50 000 €**
Une affiche (format A3 minimum : 42 x 29,7 cm) pendant la durée de l'opération.
 - **Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €**
Une plaque explicative (support rigide) de taille minimale A3 (42 x 29,7 cm) pendant la durée de l'opération.

Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 500 000 €, ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :

- pour les projets impliquant des investissements matériels : au moins jusqu'au paiement final de l'aide
- pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.

• **Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :**

Pendant la mise en œuvre de l'opération : un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3)
Au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux : un panneau permanent significativement plus grand qu'un A3.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union Européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion.

Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- photographies de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- l'application de la réglementation relative aux opérations concernant des produits agricoles aura pour effet qu'une dépense recevant un début d'exécution avant la date autorisée sera inéligible à l'aide ;
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant deux ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Fait à _____

le ___ / ___ /20___

Nom, prénom du signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Vos données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants. Ceci dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2035. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données). Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON cedex. Ou par voie électronique feader@bourgognefranchecomte.fr. Pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranchecomte.fr).

9. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE LA DEMANDE

A. PIÈCES RELATIVES A L'ELIGIBILITE DE LA DEMANDE D'AIDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Pièces relatives au demandeur				
Exemplaire original du présent formulaire complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS pour les demandeurs individuels	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales fiscales et comptables (annexe 3)	Tous	<input type="checkbox"/>		
ICPE : preuve de dépôt en ligne	Si installation soumise à la réglementation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ⁽¹⁾	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie d'une pièce d'identité	Toutes personnes physiques et au moins une personne vérifiant la condition d'âge pour les personnes morales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Extrait K-bis ⁽¹⁾	Pour les formes sociétaires et les CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts à jour	Pour les formes sociétaires, les CUMA et les autres personnes morales (dont fondations, associations, GIEE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Pour les fondations, les associations (dont GIEE sous forme associative)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des membres du bureau et du Conseil d'administration	Pour les fondations, les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral de reconnaissance en tant que GIEE)	Pour les GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les associations et les établissements d'enseignement agricole et de recherche Pour les établissements de développement agricole Pour les GIEE et les groupes de projet de la mesure 16 sous forme associative	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la CUMA	Pour les CUMA	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives du projet d'investissement				
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	En cas de travaux	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	En cas de travaux	<input type="checkbox"/>		
Plan des aménagements intérieurs	En cas de travaux	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives de l'impact du projet sur l'amélioration globale et la durabilité de l'exploitation (cf. Amélioration de la performance globale et durabilité)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Attestation bancaire ou comptable vérifiant que l'investissement est compatible avec la viabilité de l'exploitation	Pour les projets avec emprunt et / ou lorsque le demandeur est astreint à la tenue d'une comptabilité avec comptable	<input type="checkbox"/>		
Plan avant travaux et après travaux	Pour les projets de rénovation	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains et/ou bâtiments	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Certificat de conformité concernant signe officiel de qualité et d'origine pour l'atelier animal concerné	Pour les projets dans la filière volaille ou porcine hors conventionnel	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Justificatif du respect de la condition d'économie d'énergie (diagnostic énergétique)	Pour les projets dans la filière volaille ou porcine en conventionnel	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pièce comptable attestant que plus de 50 % du chiffre d'affaires est réalisé par l'activité d'élevage	Pour les projets dans la filière équine	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Expertises de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections (méthode Dexel) : <ul style="list-style-type: none"> Avant projet Après projet 	En fonction de la partie 2.E	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Diagnostic / Autodiagnostic (dossier PACTE / BEA)	En fonction des parties 2.E et 3.E			
Devis de gestion des effluents permettant de justifier que l'exploitation sera aux normes après travaux	En fonction de la partie 2.E	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées	Si de telles ressources financent le projet	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Accord/Autorisation du détenteur de la voie (mairie, services du Département ou Direction départementale des routes) pour la réalisation d'un boviduc. (Cf. https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vos_droits/R17000) Dossier complet déposé dans le cadre d'un subventionnement public pour un boviduc sur une partie non présentée au présent dossier PCAE	Pour les projets d'investissement dans un boviduc	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles				
Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. Fournir au minimum : <ul style="list-style-type: none"> 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € HT 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT OU - les pièces du marché en cas de procédure formalisée	Tous	<input type="checkbox"/>		
Formulaire de respect de la commande publique	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

B. PIÈCES JUSTIFICATIVES SUPPLEMENTAIRES SPECIFIQUES AUX CRITERES DE SELECTION

Certains critères de sélection peuvent être partiellement ou totalement justifiés par la présence au dossier des informations du formulaire et les pièces obligatoires (devis détaillés ...). Les pièces ci-dessous doivent être jointes :

Critère de sélection concerné	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet	Situation/P oints
Tous critères	- Annexe 2	<input type="checkbox"/>			
Public : Jeune agriculteur avec les aides	- Attestation CJA (sauf pour JA en cours d'installation) - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans le cas échéant	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 35
Public : Jeune agriculteur sans aides à l'installation et touchant la majoration 1er pilier de la PAC	- Notification de l'aide majorée du 1er pilier - Attestation d'inscription MSA	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 25
Public : exploitation avec repreneur qualifié	- Déclaration d'intention de cessation d'activité - Repreneur dans le parcours à l'installation	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 10

Actions collectives : Opérations collectives de CUMA, opérations relevant de la coopération (mesure 16 du PDR)	<ul style="list-style-type: none"> - Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16 du Programme de développement rural de Bourgogne - Attestation de la structure porteuse du groupe de projet justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8
Critère de sélection concerné	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet	Situation/ Points
Actions collectives : opération portée par un GIEE ou l'un de ses adhérents	<ul style="list-style-type: none"> - Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE) - Certificat d'adhésion au GIEE (si le GIEE ne porte pas le projet d'investissement) - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8 (projet porté par un GIEE) <input type="checkbox"/> 4 (projet porté par un adhérent GIEE)
Nature du projet : Bâtiment d'engraissement	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de développement identifiant la contractualisation amont/aval, la contractualisation simplifiée ou la vente directe - Identification du nombre de places ainsi que la contention et la ventilation adaptée dans le plan du bâtiment 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 20
Enjeux filières : Bâtiment économe en paille (constructions neuves et réhabilitation des bâtiments existant)	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des aires raclées dans les plans 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 4
Environnement : Equipements visant aux économies d'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Achat d'un récupérateur d'eau 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 5
Environnement : Opération de mise aux normes vis-à-vis de la pollution diffuse en zone vulnérable	<ul style="list-style-type: none"> - DEXEL 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 40
Environnement : plan d'épandage	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'épandage 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 5
Qualité : Projets sous SIQO hors AB	<ul style="list-style-type: none"> - Certificat de conformité SIQO concernant un atelier animal 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8
Qualité : Projets en AB ou conversion AB	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation de conversion ou certificat de conformité AB 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 20
Qualité : Construction incluant du bois dans sa réalisation	<ul style="list-style-type: none"> - Devis détaillé identifiant la charpente et l'ossature en bois dans la construction 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 5
Qualité : bardage bois	<ul style="list-style-type: none"> - Devis identifiant l'utilisation d'un bardage en bois 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 5
Qualité : Insertion paysagère	<ul style="list-style-type: none"> - Avis du CAUE ou d'un architecte 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 5
Qualité : réalisation d'un audit technico-économique d'exploitation ou d'un audit biosécurité	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'audit technico-économique de moins de 2 ans. L'audit doit avoir été réalisé par une chambre d'agriculture ou un CER ou dans le cadre des chèques-audits de la Région 	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 10

C. PIÈCES JUSTIFICATIVES SUPPLEMENTAIRES SPECIFIQUES AUX MAJORATIONS

Certaines majorations peuvent être partiellement ou totalement justifiées par la présence au dossier des informations du formulaire et les pièces obligatoires (devis détaillés, ...). Les pièces spécifiques ci-dessous doivent être jointes :

Majoration concernée	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Jeune agriculteur	Si la demande d'aide est déposée par le jeune agriculteur, fournir : - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement - Attestation MSA ou CJA mentionnant la date d'installation - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Si la demande d'aide est déposée par une forme sociétaire, fournir : - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur - Attestation MSA ou CJA mentionnant la date d'installation pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Porteur de projet ayant reçu une aide à la conversion ou au maintien en agriculture biologique dans le cadre de la sous-mesure 11.1 ou 11.2 du PDR	- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la sous-mesure 11.1 ou 11.2 du Programme de développement rural de Bourgogne Si la demande d'aide est déposée par une CUMA, cette notification est à fournir pour chaque adhérent bénéficiant d'une aide dans le cadre de la mesure 11.1 ou 11.2.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Projet porté par un GIEE ou l'un de ses adhérents	- Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE) - Certificat d'adhésion au GIEE (si le GIEE ne porte pas le projet d'investissement) - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Projet porté dans le cadre d'une opération relevant de la mesure 16	- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16 du Programme de développement rural de Bourgogne - Attestation de la structure porteuse du groupe de projet justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

D. PIÈCES JUSTIFICATIVES SUPPLEMENTAIRES SPECIFIQUES AUX SURPLAFONDS

Les conditions de déclenchement de certains surplafonds peuvent être partiellement ou totalement justifiées par la présence au dossier des informations du formulaire et les pièces obligatoires (devis détaillés, ...). Les pièces spécifiques ci-dessous doivent être jointes :

Surplafond concerné	Pièces	Pièce jointe	Sans objet
Bâtiment économe en paille (constructions neuves et réhabilitation des bâtiments existant)	- Identification des aires racées dans les plans	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Construction incluant du bois dans sa réalisation	- Devis détaillé identifiant la charpente et l'ossature en bois dans la construction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet porté par un GIEE	- Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet bâtiment d'engraissement	- Plan de développement identifiant : contractualisation amont/aval, simplifiée, vente directe, nombre de places, ventilation dans le plan	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projets en AB	- Certificat de conformité AB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le cas échéant, la Direction départementale des territoires pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet.

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire |__|__|__|__|__|__. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni. En cas de création ou d'installation en société, si le Kbis n'est pas encore disponible, un accusé de dépôt de la demande est suffisant. Pour le RIB/IBAN : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du guichet unique ou si vous avez inscrit vos coordonnées bancaires dans le cadre prévu à cet effet. Dans le cas contraire, vous devez fournir le RIB/IBAN du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB/IBAN lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE POUR LES CUMA

Vous devez renseigner au moins un des critères ci-après en décrivant leur évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou en renseignant les indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix, avant-projet et après-projet.

Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INELIGIBLE.

A. CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
1. la diminution de la consommation en eau	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2. la diminution des apports de fertilisants chimiques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
3. la diminution des produits phytosanitaires	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
4. la diminution des gaz à effet de serre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
5. la diminution de la consommation d'énergie	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
6. un autre critère environnemental (à préciser)	_____ <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

B. CRITÈRES ÉCONOMIQUES

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
7. la baisse des coûts de production	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
8. la diversification de la production	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
9. l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
10. l'amélioration des performances zootechniques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
11. l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
12. un autre critère économique (à préciser)	_____ <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

C. CRITÈRES SOCIAUX

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
13.	l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
14.	la création d'emploi	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
15.	l'augmentation du nombre d'adhérents	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
16.	autre cas de figure (à préciser) _____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	

Grille de sélection

Les dossiers de demande d'aide seront examinés dans le cadre des appels à candidatures. Ces dossiers seront ainsi classés selon les critères de sélection et de pondération suivants, répondant aux priorités régionales. Cochez les critères que vous pensez activer.

Critères	Note	Critères activés
Bloc « public » 35 points maximum Critères non cumulables	Jeune agriculteur percevant les aides à l'installation (prêt bonifié ou DJA)	35 <input type="checkbox"/>
	Jeune agriculteur sans aides à l'installation et touchant la majoration 1 ^{er} pilier de la PAC	25 <input type="checkbox"/>
	Exploitation avec repreneur identifié	10 <input type="checkbox"/>
Bloc « actions collectives » 8 points maximum Critères non cumulables	Opérations collectives (<i>CUMA, opérations relevant de la mesure 16 du PDR (coopération)</i>)	8 <input type="checkbox"/>
	GIEE	8 <input type="checkbox"/>
	Opération portée par un adhérent à un GIEE	4 <input type="checkbox"/>
Bloc « nature du projet » 20 points maximum Critères non cumulables	Projet global *	20 <input type="checkbox"/>
	Bâtiments d'engraissement (avec contractualisation amont/aval ou engraissement pour la vente directe)	20 <input type="checkbox"/>
	Investissements permettant de renforcer la prévention des maladies animales ou d'assurer une amélioration des conditions d'élevage au regard du bien-être animal.	17 <input type="checkbox"/>
	Logement des animaux (hors projet global)	17 <input type="checkbox"/>
	Stockage de fourrage destiné aux animaux de l'exploitation, silos d'ensilage	17 <input type="checkbox"/>
	Autres projets ou petits investissements seuls	15 <input type="checkbox"/>
Bloc « enjeux filières » 22 points maximum	Projet contribuant à l'autonomie alimentaire (séchage en grange des fourrages et fabrique d'aliments à la ferme)	8 <input type="checkbox"/>
	Diversification (volailles, porcins, ovins, caprins, équins, autres filières minoritaires)	10 <input type="checkbox"/>
	Projet lié à un enjeu sanitaire régional	10 <input type="checkbox"/>
	Bâtiments économes en paille (constructions neuves et	

	réhabilitation des bâtiments existants)	4	<input type="checkbox"/>
Bloc « environnement » 60 points maximum	Equipements visant aux économies d'eau, dont création de forages et puits	5	<input type="checkbox"/>
	Opération de mise aux normes au titre de la directive nitrate : dossier déposé de manière concomitante avec le volet modernisation classique des bâtiments.	40	<input type="checkbox"/>
	ou Existence d'un plan d'épandage (hors dossier Gestion des effluents et obligations réglementaires : ICPE et ZV)	5	<input type="checkbox"/>
	Dossier déposé de manière concomitante avec un dossier sur le volet performance énergétique	10	<input type="checkbox"/>
	Surface en herbe supérieure à 50% de la SAU	5	<input type="checkbox"/>
Bloc « qualité » 45 points maximum	Projets sous SIQO hors AB	8	<input type="checkbox"/>
	Projet en AB ou conversion AB	20	<input type="checkbox"/>
	Construction incluant du bois dans sa réalisation (ossature + charpente)	5	<input type="checkbox"/>
	Insertion paysagère	5	<input type="checkbox"/>
	Bardage bois	5	<input type="checkbox"/>
	Réalisation d'un audit technico-économique d'exploitation ou d'un audit biosécurité externe	13	<input type="checkbox"/>
	Réalisation d'un autodiagnostic biosécurité	8	<input type="checkbox"/>
Bloc « conditions de travail » 10 points maximum	Equipements améliorant les conditions de travail (selon liste)	10	<input type="checkbox"/>

Note totale :

Les dossiers avec une note inférieure à 30 ne pourront pas être financés.



**Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations
légales, administratives, sociales, fiscales et comptables**

Nom – Prénom du demandeur :

Nom – Prénom du représentant légal :

Adresse :

CP- Ville :

N° SIRET :

N° fiscal :

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé « vos références ». Ce numéro est composé de 1-3 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :
 - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
 - Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à, le

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé

Cachet